

**MAIRIE de MIJOUX**

Rue Dame Pernelle
01410 Mijoux

TRAVAUX DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 01 juin 2010

La réunion s'est ouverte à 20 h 00, sous la Présidence de Monsieur Jean-Yves LAPEYRERE, Maire.

Etaient présents : tous les membres en exercice, à l'exception de :

Absent :

Excusé : Monsieur Jacques TIMMERMANS donne pouvoir à Mr Patrice MELOT

Secrétaire de séance : Monsieur Jean-Yves LAPEYRERE

I. Attribution des subventions aux Associations

Monsieur Le maire présente au Conseil les différentes demandes émanant de diverses associations.

Rappelant que lors de la séance du conseil municipal du 02 décembre 2009 le conseil avait attribué une subvention exceptionnelle de 17.000 € à l'Association du Centenaire de la Commune de Mijoux au titre du budget 2010, après en avoir délibéré, les membres du Conseil se prononcent favorablement à l'attribution des subventions suivantes :

- Amicale des sapeurs pompiers : 500 €
- Mijoux Animations : 4000 €
- Association Patrimoine Mijoux : 3000 €
- Association Tir et Sports Mijoux : 5250 €
- Coopérative scolaire : 2280 €
- Association des Maires du Département de l'Ain : 128,74 €
- SEMA (Société d'Economie Montagnarde de l'Ain) : 45 €
- Association VALZIK : 500 €
- Association l'Ami de Pain : 250€
- Sou des Ecoles : 500 €
- Club des Sports Monts Jura : 1200 €
- Alexis Bousquet : 200 €
- PEP01 : 200 €
- APPAVEC : 120 €
- ANEM : 60 €
- Helianthe : 80 €

II. Création d'un Office de Tourisme

Monsieur Le Maire rappelle au Conseil que depuis le 15 juin 2006, la Commune de Mijoux ne dispose plus d'un Office de Tourisme au sens des articles susvisés du Code du Tourisme.

Il rappelle que lors de la séance du Conseil Municipal du 03 février dernier, une délibération a été prise pour demander le classement de la Commune de Mijoux en « Commune Touristique ».

Or les services de la Préfecture n'ont pas pu donner une suite favorable à cette demande, au motif que la Commune ne dispose plus d'un Office de Tourisme classé, ni ne perçoit la dotation touristique ; copie du courrier de la Préfecture est remise aux membres du Conseil.

Monsieur Le Maire rappelle certains avantages offerts par le classement en « Commune Touristique » :

- Surclassement démographique de la Commune permettant la perception de dotations plus importantes,
- Produit de la taxe additionnelle aux droits d'enregistrement ou à la taxe de publicité foncière
- Inscription de la commune sur la liste départementale des « communes d'intérêts touristiques » permettant d'adapter les dérogations au principe de la règle du repos dominical pour les socio-professionnels de la commune.

Conformément aux dispositions de l'article L133-1 du Code du Tourisme, Monsieur Le Maire propose donc au Conseil Municipal, de prendre une délibération instituant « *un organisme chargé de la promotion du tourisme, dénommé office de tourisme, dans les conditions prévues aux articles L133-2 à L133-10* » du Code du Tourisme.

Le Conseil approuve cette proposition à l'unanimité.

Conformément aux dispositions de l'article R133-19 du Code du Tourisme, Monsieur Le Maire propose alors au Conseil Municipal de délibérer sur le statut juridique de l'Office de Tourisme, et sur la composition de son organe délibérant, ainsi que sur le nombre des membres représentant la Commune et le nombre des membres représentant les professions et activités intéressés par le tourisme dans la Commune.

Il remet à chaque conseiller un projet de statuts d'association de type Loi 1901 précisant ces points.

Après en avoir délibéré et apporté certaines modifications à ce projet, le Conseil Municipal fixe les statuts juridiques de l'Office de Tourisme au sein desquels figure la composition de son organe délibérant, tels qu'ils sont annexés à la présente.

Monsieur Le Maire demande aux membres du Conseil lesquels d'entre eux seraient intéressés pour représenter la Commune au sein du Conseil d'Administration de cet Office de Tourisme.



Se présentent en tant que représentants de la Commune au Conseil d'Administration de l'Office de Tourisme de Mijoux :

- Mr Jean-Yves LAPEYRERE
- Mr Dominique JULLIARD
- Mr Serge LEBEAU

Le Conseil Municipal approuve, à l'unanimité, ces candidatures, les membres du conseil représentant la Commune de Mijoux, conformément aux statuts approuvés ci-dessus, sont donc :

- Mr Jean-Yves LAPEYRERE
- Mr Dominique JULLIARD
- Mr Serge LEBEAU

III. Questions et Délibérations Diverses

- Il est procédé, par tirage au sort sur la liste électorale de Mijoux, à la nomination d'un juré d'assises.
- Le conseil autorise le martelage de coupes de bois par les services de l'ONF conformément à la proposition faite par ses derniers.
- Le conseil délibère favorablement pour solliciter de la part de la Région Rhône Alpes une aide aux travaux sylvicoles ;
- Le Conseil approuve à l'unanimité la modification des statuts du Syndicat Intercommunal pour l'Electricité dans l'Ain.
- Délibération acceptant le versement de la contribution de la Commune de Mijoux à la CAF de l'Ain par 6 voix pour, 2 voix contre et 1 abstention.
- Demande de l'Association « La Mie de Pain » pour stocker les pierres récupérées pour la construction du futur four à pain.
- Monsieur Le Maire expose au Conseil Municipal que la période estivale nécessite des travaux conséquents d'entretien des espaces verts. Il rappelle que l'un des agents des services techniques a quitté la Commune suite à une mutation, qu'il a été décidé de ne pas le remplacer, et que l'agent en place a l'obligation de prendre des congés pendant la période des congés scolaires car le reste du temps, il assure également le service de ramassage scolaire.

Monsieur Le Maire propose donc au Conseil l'embauche d'un salarié en contrat saisonnier pour la période du 14 juin 2010 au 31 août 2010.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil approuve la proposition de Mr Le Maire à l'unanimité et l'autorise à recruter un salarié saisonnier pour la période du 14 juin 2010 au 31 août 2010 affecté aux services techniques, à temps complet, au 1^{er} échelon de l'échelle 3 du grade d'adjoint technique 2^{ème} classe, indice brut 298/indice majoré 293.

Rien n'étant plus à l'ordre du jour, il est 22 heures 30, la séance est levée.

